

DU COMPROMIS FORDISTE AU PARI DE L'INTELLIGENCE

Par Alain LIPIETZ, économiste

Je dois d'abord remercier le courant "Rassembler à Gauche" et le féliciter de sa clairvoyance et de son sens de l'humour, puisque ses animateurs ont voulu confier à un "Vert" le soin de traiter de la question des inégalités sociales.

L'AUTOGENERATION NE SE FAIT PLUS

Je crois que c'est faire preuve d'une très grande clairvoyance de bien comprendre que l'écologie politique ne s'occupe pas seulement de l'environnement, que l'écologie politique a bel et bien la conscience globale (que vient d'exprimer Bernard CASSEN) que la question des rapports entre les êtres humains dans le travail, dans la répartition du fruit de leur travail, c'est bel et bien la base de l'écologie politique. Nous ne sommes absolument pas de ceux qui se cantonnent à lutter contre les effets d'un modèle de développement insoutenable. Nous sommes de ceux qui essayons de traiter le problème à la racine. Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec les socialistes, c'est bien évident : je crois que l'exposé de Richard MESSINA tout à l'heure montrait assez bien les divergences. Nous n'aurions en aucun cas fait l'éloge de cette espèce de "destruction créatrice" du cycle oxygène/gaz-carbonique, en mettant simplement la contrainte sociale derrière. Nous sommes de ceux qui pensons que cette "homéostatie", cette capacité d'auto-équilibrage que présentait la planète, est maintenant détruite, et détruite à très court terme par la capacité de perturbation du genre humain sur la planète ; qu'il n'est plus possible de faire fond sur cette capacité d'auto-régénération de l'écosystème.

NOTRE GENERATION PAIERA

On peut dire que la biosphère est devenue une anthroposphère, et que cette anthroposphère, cette interaction entre l'homme et son milieu, évolue à une vitesse extraordinaire vers une catastrophe. Et là, j'aurais peut être un désaccord avec Bernard CASSEN qui porte sur la question des délais. Il a employé dans le début de son intervention l'expression "nos arrière-arrière-petits-enfants", or ce n'est pas du tout une question d'arrière-arrière-petits enfants ! Je crois que la gestion d'une décennie de socialisme (depuis 1981, mis à part un petit intermède, les socialistes sont au pouvoir en France), cette gestion, d'un point de vue écologique, sera payée par cette propre génération. Le plus jeune Premier Ministre que les socialistes aient donné à la France, Laurent FABIUS avait 39 ans à l'époque, il en aura 70 quand l'effet de serre se fera pleinement sentir.

Donc, je crois que l'on ne peut même plus dire maintenant "après nous le déluge". Le déluge, ou plus exactement l'absence du déluge, parce que c'est plutôt cela qui va être notre problème, c'est pour notre génération. C'est actuellement. J'ai hier prononcé une conférence au stage de la "Confédération Paysanne", un petit plus loin dans le sud : ces conséquences, nous les payons aussi bien en terme de tropicalisation du climat qu'en terme de sécheresse etc.

En quoi consiste-t-il ? De l'ancien modèle fordien, qui était un modèle très productiviste mais qui avait des contreparties sociales, eh bien, compte tenu des ralentissements des gains de productivité, (le taylorisme n'arrive plus à engendrer assez de gains de productivité), on va laisser tomber les compromis sociaux ! On va revenir en arrière très profondément en Grande-Bretagne, encore plus profondément aux Etats unis, beaucoup moins nettement en France, on va revenir en arrière sur les compromis sociaux de la période fordienne.

Au nom de quoi ? Au nom de l'argument : "seul pourra nous sauver de la crise un surcroît d'utilisation des technologies", c'est à dire que l'on pense que le capital précieux, c'est le capital électronique précisément. Donc il faut énormément augmenter les profits, donc il faut diminuer considérablement la part salariale, et donc aussi il faut laisser aux meilleurs profiteurs possibles le soin d'accaparer le plus de profit. C'est le grand mot d'ordre de la campagne électorale en 1986 : "Vive la France qui gagne", c'est le mot d'ordre "Que le meilleur gagne". C'est aussi un principe "écologique" très sauvage de sélection par la lutte. Mais qui va donner quoi ?

REVENU DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

Maintenant, on peut faire le bilan de cette politique, encore une fois bien développée par les Etats unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne du P.S.O.E.. D'abord, cela n'a pas extraordinairement bien marché au niveau de la mise en œuvre des technologies.

On s'est aperçu que ces nouvelles technologies ne pouvaient pas marcher avec une séparation aussi brutale des intérêts des propriétaires et des intérêts des salariés. En fait (on va le voir dans un instant avec les contre-modèles qui ont émergé dans les années 80) ce modèle, qui a approfondi le taylorisme, n'a pas réussi malgré des dépenses extraordinairement coûteuses en investissements dans les nouvelles technologies, à relancer les gains de productivité.

En revanche, ce qui a été formidablement relancé (mais ce n'était pas le but, c'était le moyen) c'est les inégalités sociales. Cela a été relancé de deux façons.

Premièrement, par le rapport entre le revenu du capital (ou les revenus de la propriété en général) et les revenus du travail. Cela, vous en avez été abreuvés pendant toute l'année, un tas de rapports sont parus sur ce que les années 80, c'est à dire les années P.S., ont fait de la France du point de vue des inégalités : cela a été la remontée extraordinaire des revenus du patrimoine. Le revenu du rentier, l'idée même du revenu de rente avait disparu, maintenant c'est devenu une ligne importante du revenu des ménages, pas de tous les ménages, de certains ménages ! On avait dit : "il faut renforcer les profits pour qu'ils puissent investir, etc.". L'histoire que quand les gens font plus de profit, ils vont investir, cela, à mon avis, c'est mettre le doigt dans l'oeil jusqu'au coude, mais enfin il est inutile d'espérer pour entreprendre ! Alors, cela a atteint des proportions extraordinaires qui vont interférer avec ce dont je vais parler immédiatement.

Je laisse un peu de côté cette idée (revenu du travail-revenu du patrimoine) pour insister sur un autre aspect beaucoup plus profond, beaucoup plus grave d'une certaine façon, qui est l'écart de distribution des revenus à l'intérieur du salariat lui-même. La salariat n'a jamais été homogène, (vous savez très bien que parmi les salariés il y a des "agents dominés de la domination capitaliste", les ingénieurs, techniciens etc.) Il y avait jadis, à l'époque où les socialistes faisaient référence à des termes marxistes, les savantes discussions : "Où s'arrêtait la limite du front de classe ?" Maintenant, puisque que le but est d'augmenter les profits, on ne se pose plus cette question-là. Mais le

problème de la croissance, à l'intérieur du salariat, des inégalités, c'est devenu quelque chose de stupéfiant, et cela va s'aggraver par les mécanismes que je vais dire.

"S'ENRICHIR POUR INVESTIR"

Pourquoi ce creusement, pour les modèles libéraux productivistes ? Aux Etats unis, c'est encore bien pire, c'est-à-dire que même ceux qui étaient des salariés supérieurs deviennent maintenant ce que l'on appelle des yuppies, des "jeunes urbains professionnels". Ces "jeunes gens dorés" ne sont pratiquement plus des salariés, ou ce sont des salariés tellement intéressés au profit de leur entreprise, que l'on peut pratiquement dire que ce sont des "collaborateurs semi-actionnaires et semi-salariés". Avec, à un autre bout, le vendeur ou la vendeuse dans les Mac Donald. Ce modèle, qui est l'avant-garde des pays capitalistes ayant choisi la voie du libéral-productivisme, se dirige tout droit vers un modèle, réalisé cette fois, qui est le Brésil. Dans le Brésil, vous savez très bien qu'effectivement quand vous êtes "salarié de la haute", vous vivez nettement mieux qu'un cadre supérieur en France. Vous avez quatre, cinq domestiques, vous avez 300 m², etc.

Donc, on a un peu cette évolution et on voit son aboutissement dans le cas du Brésil. Alors, pourquoi ce surcreusement ? D'abord, parce que, comme c'est une loi "il faut s'enrichir pour investir", donc, on fait reculer les moyens fiscaux de réaliser une certaine égalité au niveau de ce que l'on appelle les revenus secondaires, une fois que la fiscalité est passée. Mais, même au niveau des revenus primaires, c'est cette séparation extrêmement accélérée entre ceux qui pensent, ceux qui savent, ceux qui conçoivent les machines, et puis ceux qui exécutent sur des machines automatiques, dont on n'attend aucun lien avec l'entreprise, donc ils peuvent très bien être embauchés le matin, débauchés l'après-midi, avec cette montée fantastique de l'intérim, des contrats à durée déterminée (enfin, toutes les réformes qu'a accomplies le Parti socialiste pendant ces dix années de pouvoir) et bien, cela aboutit à cette polarisation sociale au niveau du salariat lui-même.

Mais ce n'est pas fini. Parce que les deux inégalités vont se combiner. Cela va se combiner par un troisième élément qui est le choix de l'internationalisme à tout crin, de l'internationalisme du capital évidemment (le "cosmopolitisme", disait-on jadis) c'est-à-dire le libre échange et la libre circulation des capitaux, votés avec l'Acte unique par le P.S., le P.S.O.E., enfin tous ces gens-là.

Le fond du problème, c'est qu'à partir du moment où on a adopté un certain modèle libéral-productiviste, et que l'on s'aperçoit, pour des raisons que je vais dire dans un instant, que certains autres, ayant adopté un autre modèle sont plus compétitifs que vous, alors, qu'est-ce qui se passe ? On devient des pays à déficit, à très profond déficit. Les quatre pays dont j'ai parlé, Etats unis, Grande-Bretagne, France et Espagne sont des pays qui ont perdu la guerre économique intercapitaliste des années 80. Résultat : ils accumulent d'énormes déficits commerciaux. Accumulant d'énormes déficits commerciaux, ils doivent, pour compenser, attirer des capitaux, donc ils doivent payer d'énormes intérêts sur le marché international pour attirer les capitaux, et ces intérêts ne doivent pas être imposés pour attirer les capitaux. En France, on a vu voter par ce parlement dit de gauche, "l'amendement PIERRET" qui pratiquement, par le jeu d'autres mesures antérieurement prises, aboutit à défiscaliser jusqu'au niveau de 298 000 francs par an, les revenus de la propriété !

LE RETOUR DU RENTIER

Autrement dit, si vous gagnez en tant que rentier jusqu'à 26 000 francs par mois, c'est détaxé, il n'y a rien à payer. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que quand vous êtes ingénieur, que vous avez déjà un petit pécule, que vous avez déjà le droit de gagner 26 000 francs par mois non taxés, non imposés, combien faut-il payer en plus pour que vous vouliez bien travailler ? On se pose tout le temps la question du RMI. Il y a sans arrêt des articles disant "Oui, avec le RMI, les gens ne travaillent pas". Mais posons-nous la question : "Avec l'amendement PIERRET, à combien un cadre supérieur accepte-t-il de travailler, puisque, s'il est déjà rentier, il n'est plus imposé ? Car comme le dit finement le Premier Ministre Michel ROCARD, "les gens maintenant ont des revenus d'un peu partout". Les gens "qui ont des revenus un peu partout", cela commence à un certain niveau social, quand même. Donc ceux qui sont à la fois rentiers et salariés (ce qui nous ramène d'ailleurs au vieux statut de l'ingénieur du XIXème siècle) à combien faut-il qu'il commence pour accepter en plus de travailler comme salarié ?

Donc, vous voyez à quel point le retour de ce que KEYNES avait cru occire, le rentier, aboutit à ce que le cadre supérieur ait besoin d'une énorme quantité de salaire pour accepter de travailler. Moyennant quoi, ce rentier-salarié va vouloir habiter Paris. C'est pas le P.S. qui a fait passer la loi MÉHAIGNERIE, mais c'est lui qui l'a maintenue. Donc, on a vu en quelques années Paris se vider de ces fameuses anciennes classes moyennes qui étaient les grands profiteurs du fordisme, et cela au profit des "Yuppies". Dans ces conditions, l'écologie sociale devient à ce moment là une écologie urbaine. Vous voyez une division sociale de l'espace, qui existe depuis très longtemps à Rio de Janeiro, qui existe depuis pas mal de temps à Los Angeles, et qui maintenant va devenir le modèle français, pas maintenant, mais au bout de quelques années, pas du temps non plus de nos arrière-arrière-petits-enfants. Dans notre génération, nous aurons des îlots de verdure et de beauté dans un océan de pauvreté et de "flexibilité", comme on dit maintenant, avec une partie des classes du bas qui sera embauchée par les riches pour les garder militairement contre les assauts des cambrioleurs venus des quartiers pauvres.

Et cela boucle bien évidemment. Ces classes riches, dans leur quartier riche, vont surconsommer. Surconsommant, elles vont encore aggraver le déficit commercial. Aggravant le déficit commercial, elles vont aboutir à obliger d'augmenter les taux d'intérêt. Augmentant les taux d'intérêt, elles vont provoquer une surévaluation de la monnaie. Les quatre pays dont on parle ont appliqué des très hauts taux d'intérêts. Les Etats unis ? Ils sont à 10,80 francs le dollar en février 85. La Grande-Bretagne ? surévaluée pendant presque toutes les années 80. La France ? surévaluée depuis le franc Barre, malgré les quelques dévaluations de la première moitié des années 80, encore très largement surévaluée. L'Espagne ? fabuleusement surévaluée, au point que personne n'ose plus passer ses vacances en Espagne et qu'ils ont perdu des dizaines de milliards de dollars cette année, vu la fuite des touristes. Avec le Franc surévalué ? rebelote, déficit commercial, obligation d'attirer les capitaux, et tout boucle.

LES "GAGNEURS" ...

Donc, vous avez cette espèce de cercle vicieux qui est maintenant, je le crains, durablement mis en place. Mais puisque je suis militant politique (vert), j'estime que l'on peut faire encore quelque chose, que tout n'est pas fichu, que la division entre les pays qui ont perdu et les pays qui ont gagné, cela a un sens d'essayer de la réduire. Puisque

vous êtes là, vous avez sacrifié une partie de vos vacances, c'est que vous êtes des militants, vous pensez que l'on peut encore faire quelque chose, vous pensez pouvoir rompre aussi ce cercle vicieux. J'attends que vous y contribuiez.

Alors, maintenant quels sont ces autres groupes de pays capitalistes (je dis bien capitalistes), qui ont choisi une autre écologie du travail, une autre écologie des rapports sociaux ? Eux sont les "pays gagnants", les gagnants y compris dans la course intercapitaliste des années 80. Vous les connaissez, ce ne sont pas des pays extraordinaires du point de vue du mode de vie qui y règne, mais ils nous apprennent des choses, de toute façon. Ce sont bien entendu, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la Scandinavie et ce que l'on appelle l'Arc Alpin, c'est à dire l'Autriche, la Suisse et l'Italie du Nord. (l'Italie, c'est un pays très spécial parce que si on fait la comptabilité régionale, on n'a pas du tout les mêmes résultats que si l'on fait la comptabilité nationale, c'est un pays coupé en deux voire en trois).

Ces résultats sont d'abord des résultats économiques, c'est à dire que parmi eux sont les deux vainqueurs de la guerre froide, l'Allemagne et le Japon. Maintenant l'U.R.S.S. est pratiquement effondrée. Les Etats unis, c'est encore le grand gendarme, mais il lui faudra un jour payer, parce que ce pays, à lui seul, a la moitié des dettes de l'ensemble du Tiers monde. Ce n'est pas lui qui va payer la guerre qu'il est en train de mener contre l'Irak. Qui va payer en terme financier ? je ne parle pas en terme de sang, ceux qui vont payer en terme de sang, on sait déjà. Qui va payer, c'est essentiellement, forcément, les créanciers des Etats unis, c'est à dire le Japon et l'Allemagne, les deux grands vainqueurs de l'après-guerre et notamment des années 80. C'est une victoire économique qu'ils ont remportée, c'est à dire qu'ils écrasent les Etats unis sur pratiquement toutes les sphères industrielles et commerciales, c'est aussi une victoire sociale.

Vous avez vu, cette année, la publication du nouvel indice de l'O.N.U., "l'Indice du Développement Humain", qui est une espèce de conglomérat du revenu par habitant. Le niveau de santé des habitants et le niveau d'éducation. Les deux premiers dans un mouchoir de poche, c'est le Japon et la Suède. à mon avis, c'est que les uns mangent de la viande et les autres du poisson.

Et puis en dix neuvième position les Etats unis (je signale quand même que la France reste devant l'Allemagne).

LE PARI DE L'INTELLIGENCE

Les trois niveaux de salaires les plus élevés du monde, c'est le Japon, la République Fédérale et la Suède, ce sont les trois pays les plus en avant. Je crois que, fondamentalement, c'est par la mise en œuvre d'une autre écologie du travail. Alors je crois que, pour votre courant qui est grand amateur de "contrat social", cela doit vous intéresser. Vous avez eu hier des exposés du D.G.B. et du syndicalisme italien, donc je pense que vous avez déjà une certaine idée de ce qui se passe. L'idée de fond, c'est : "le capital le plus précieux n'est pas la puce électronique, ni la bactérie des biotechnologies, le capital le plus précieux c'est l'intelligence, la capacité d'imagination, le coup d'oeil, le dévouement du salarié de base". C'est cela le pari fondamental qui a été fait par ce deuxième groupe de pays.

Le problème fondamental c'est que, comme on dit, "mobiliser cette ressource humaine", cela ne peut pas se faire gratuitement. Il est impossible d'avoir un rapport salarial "flexible" où on peut embaucher et licencier quelqu'un du jour au lendemain, et lui demander de participer avec toute son intelligence, de participer à la mise en œuvre

des nouvelles technologies, au réglage des installations, à l'amélioration du matériel, à l'amélioration de l'organisation du travail, à la gestion à flux tendu, etc. C'est strictement impossible. Dans le secteur japonais où cela existe, il y a l'emploi à vie. Le problème du patron japonais, c'est : "comment retenir son ouvrier", qui dispose dans sa tête de tous les secrets de fabrication, et non pas "comment est-ce qu'on peut s'en débarrasser le plus facilement". Tous les trucs de législation sociale du Japon, c'est pour obliger les salariés à rester jusqu'à la fin de leur carrière dans la même entreprise.

CHOISIR LES CONTREPARTIES

Premièrement, ça se négocie avec des contreparties. Ces contreparties, fondamentalement peuvent être, (et c'est là que nous avons de très profondes divergences, probablement, entre socialistes et verts) soit une croissance principalement du pouvoir d'achat, soit une croissance principalement du temps libre, soit une croissance principalement de la sécurité sociale. Nous, verts, pensons qu'il s'agit principalement des deux derniers, et notamment de la croissance du temps libre. Mais en tout état de cause, il est impossible d'obtenir cette participation des salariés à la bataille pour la productivité, sans contreparties.

On discutera ultérieurement des contreparties. Je voudrais quand même insister sur un tout dernier point à propos des expériences, de ces pays capitalistes. Il y a des divergences très profondes à l'intérieur du deuxième groupe de pays, les "pays de tête", c'est à dire encore une fois Scandinavie, République Fédérale Allemande, Japon, et déjà un certain nombre de pays du Tiers Monde qui, contrairement au Brésil, sont en train de se diriger plutôt vers cette voie, comme, aussi incroyable que cela paraisse, la Corée du Sud. Les différences, c'est : à quel niveau se font les négociations, et (je pense qu'il y a des syndicalistes dans la salle !) je crois que c'est un des problèmes les plus fondamentaux. Entre le premier modèle et le deuxième modèle, c'est déjà réglé, les carottes sont cuites, d'une certaine façon. Les pays qui arriveront in extremis à quitter le premier modèle ont des chances de s'en tirer, j'espère que la France le peut encore. Mais ceux qui n'en sortiront pas deviendront la future périphérie du monde. Le futur centre du monde va se situer dans ce deuxième groupe de pays. Mais à l'intérieur de ce second groupe de pays, pour le mouvement ouvrier, comme pour le mouvement écologique, l'essentiel reste à débattre. Je viens de pointer un premier problème, quelle va être la contrepartie de l'implication des salariés, quel va être l'autre terme du contrat salarial ? Si c'est principalement la redistribution du pouvoir d'achat, on va rester dans un productivisme et la catastrophe écologique est inévitable. Si c'est principalement dans une croissance du temps libre, il y a des chances, je dis bien des chances, de s'en tirer. Ce n'est pas une certitude.

NEGOCIATION PAR FIRME ?

Mais le second problème de fond, et le problème qui va être le plus tactiquement important, va être "à quel niveau se fait la négociation". Car ça aura des conséquences dramatiquement différentes. S'il faut négocier entre le capital et le travail l'implication des salariés, s'il faut passer un contrat, va-t-on le passer principalement au niveau de la firme, au niveau de la branche, ou au niveau de la société tout entière (la société pouvant se réduire à un territoire dans certains cas, puisque j'ai parlé tout à l'heure de l'Italie du Nord).

Si c'est par firme, ce qui est le cas dans les grandes firmes japonaises, qu'est ce qu'on a ? On a exactement la formation de ce qu'en termes marxistes on appelait jadis une "aristocratie ouvrière". C'est à dire que vous allez avoir un salariat qui s'en tire, et un salariat qui ne s'en tire pas. Au Japon, la ligne de clivage passe entre les hommes et les femmes, principalement, et non pas comme chez nous entre les Français et les immigrés. Entre les hommes et les femmes, ça a cet avantage énorme que, comme en général ces gens sont mariés, au niveau de la famille, il y a une certaine péréquation qui s'effectue. Ce qui fait que les inégalités du salariat ne sont pas aussi prononcées qu'elles pourraient le sembler à première vue, à condition que les femmes s'inscrivent très exactement, dans ce qui était pour nous le bon vieux système du XIXe siècle : on travaille pour faire son trousseau jusqu'à vingt ans – vingt-quatre ans au Japon, ensuite on élève les enfants pour leur apprendre à pouvoir rentrer dans les bonnes boîtes, où il y aura le bon compromis, le contrat salarial à vie.

Ce modèle est contesté par les femmes japonaises (ce n'est pas un hasard si le Parti socialiste japonais dirigé par Madame DOE est en progression), ça demande un énorme effort de leur part, elles ont peut-être dix ou quinze ans de retard sur les mouvements féministes occidentaux, ça demande un énorme effort. Et c'est quelque chose d'extrêmement émouvant à voir : la difficulté d'émerger d'une situation d'atomisation extrêmement forte, dans laquelle se trouvent les femmes japonaises, pour arriver à contester ce modèle. Ça commence à changer, mais ces changements ne sont pas acquis.

NEGOCIATION PAR BRANCHE

Dans le cadre de l'Allemagne, il y a un pas en avant considérable, qui est que la négociation se fait par branche. La négociation par branche permet d'éviter ce rapport où vous avez de très grandes entreprises avec un très bon contrat salarial, entourées d'une nuée de sous-traitants où vous trouvez des femmes, des hommes qui n'ont pas pu rentrer dans les bonnes boîtes, et puis les vieux. Ca, ça n'a pas lieu à l'intérieur de la même branche en Allemagne. C'est donc un progrès considérable. Le problème, vous le savez très bien, c'est qu'avec la notion de "service aux entreprises", certaines branches peuvent ne pas être couvertes par des conventions collectives intéressantes, et on peut retrouver exactement le modèle japonais ! Il suffit d'y mettre des Turcs et de baptiser, ça "service aux entreprises". Bon, vous avez lu peut-être "Tête de turc", il décrit très bien cette situation. J'insiste quand même sur ce progrès, car vous savez très bien qu'en France vous avez une tendance énorme du patronat, mais aussi de beaucoup de syndicats, et aussi évidemment le discours du gouvernement socialiste, à faire la "négociation par entreprises", et de laisser tomber la négociation par branches. C'est ce qu'on a dit contre la réduction de la durée du travail, on a dit "faites la négociation au niveau de l'entreprise". Mais comment voulez-vous qu'une entreprise réduise le temps de travail en France, si les entreprises de la même branche n'en font pas autant ? Ils ne sont pas fous. C'est un devoir de père de famille, pour un chef d'entreprise de ne pas réduire la durée de travail quand la négociation se fait par entreprise et pas par branche. Il ruinerait sa propre entreprise et il condamnerait ses propres salariés ! Donc, dire "faites la négociation par entreprise", ça veut dire "ne faites pas la réduction du temps de travail, soyons clairs. S'il y a réduction du temps de travail en Allemagne, c'est parce que la négociation se fait par branches.

NEGOCIATION TOTALE

Puis, on est à un troisième niveau où est la Suède (qui pose d'autres problèmes), qui est la négociation au niveau de toute la société. C'est à dire où on refuse un type de travail dégueulasse comme celui de "tête de turc", où on ne laisse personne au chômage (dès qu'il y a un chômeur, on crée des emplois d'utilité sociale), etc. Et on plafonne à 1,5 % de chômeurs. Alors je crois qu'il ne faut pas idéaliser le modèle allemand.

Il ne faut pas idéaliser surtout le modèle japonais. Ni même le modèle suédois qui reste un productivisme. Malgré tout, je crois qu'il faut tenir compte des leçons qu'ils nous apportent. On sortira de la crise par la mobilisation de la ressource humaine, cette mobilisation doit être négociée au niveau le plus collectif possible. Restera à se poser la question des termes de la négociation, de façon à sauver l'équilibre écologique de la planète. Et ça, c'est toute une révolution des mentalités, qui sort très largement du problème de l'écologie du travail.